

# Jean-Michel Cina, nouvel avocat de la SSR

**SERVICE PUBLIC** L'assemblée des délégués de la SSR nomme à sa tête un politicien PDC aguerris pour affronter les tempêtes qui la menacent au parlement fédéral. L'UDC et le PLR dénoncent une nomination «politique»

MICHEL GUILLAUME, BERNE

@mfguillaume

Après une longue quête qui a duré un an, la SSR tient enfin sa perle rare en la personne du conseiller d'Etat valaisan démissionnaire Jean-Michel Cina. Agé de 53 ans, cet avocat de formation et ancien président du groupe PDC à Berne succède à la tête du conseil d'administration à Viktor Baumeler, lequel a assuré la transition après la démission de Raymond Loretan en juin 2015.

## En mains PDC

Loretan, Baumeler, Cina: les rênes de la SSR restent donc fermement en mains PDC, pour lequel le destin de la «télévision d'Etat» – comme se plaisait à la railler l'ancien conseiller fédéral PLR Pascal Couchepin – reste une affaire de famille. Avec encore Jean-François Roth et Luigi Pedrazzini, le PDC compte ainsi trois membres (sur neuf)

au conseil d'administration. Comme la ministre des Télécommunications, Doris Leuthard, est elle aussi PDC, les détracteurs de la SSR n'ont pas manqué de dénoncer le «clanisme» de ce parti.

«Une fois de plus, on a procédé à une nomination politique pour empêcher toute vraie discussion sur le service public au parlement», s'irrite la conseillère nationale Natalie Rickli (UDC/ZH). Même son de cloche chez Christian Wasserfallen (PLR/BE), vice-président de l'Action pour la liberté de la presse. «Le PDC risque de bloquer les réformes dont la SSR a besoin. Le secteur privé a besoin de plus d'espace dans l'audiovisuel et je crains qu'on prenne la direction contraire avec cette nomination», déclare-t-il.

## «L'appartenance partisane ne joue pas de rôle»

Aux yeux de Jean-François Roth, le vice-président de la SSR qui a piloté le comité de sélection des candidats, cette polémique n'a pas lieu d'être. La forte présence actuelle du PDC dans les instances dirigeantes résulte plutôt d'un concours de circonstances. «Lorsque j'ai commencé à siéger au sein de ce conseil voici huit ans, il y avait six membres PLR sur neuf. En fait, l'appartenance partisane ne joue pas de rôle lors de nos séances», tient-il à préciser.

C'est probablement vrai en temps normal. Mais depuis un an, la SSR est entrée dans une zone de turbulences qui se poursuivra en tout cas jusqu'à la votation sur

l'initiative «No Billag», qui veut supprimer toute redevance radio-TV. Dans un tel contexte, et surtout après le coup de semonce de la votation sur le nouveau mode de perception de la redevance que le peuple a approuvé de justesse en juin 2015, la nomination du nouveau patron de la SSR a pris un tour plus politique qu'à l'ordinaire. Nombreux sont ceux qui résumaient ainsi le profil requis: «un Alémanique du centre droit, doté à la fois de compétences managériales et d'un flair politique affiné».

## Repartir de zéro

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette quête de la perle rare a été laborieuse, malgré l'attractivité du mandat, tout de même rémunéré à hauteur de 135000 francs pour une charge de travail de 50%. Une première procédure, entamée dans le sillage de la démission de Raymond Loretan, s'est révélée vaine. Sollicitées, certaines personnalités

politiques ont décliné l'offre. Quant aux autres, elles ne remplissaient pas vraiment les critères exigés.

A l'automne 2015, il a donc fallu repartir de zéro avec un autre chasseur de têtes, qui a établi une liste de 74 candidats potentiels. Après l'audition d'une demi-douzaine d'entre eux, le comité de sélection a décidé de présenter Jean-Michel Cina à l'assemblée des délégués, qui lui a accordé 33 voix – contre 3 avis négatifs seulement.

## Un «ciment de la nation»

Nul doute que ce Haut-Valaisan de Salquenen a les moyens d'assurer l'avenir de cette SSR plurilingue et multiculturelle qui se doit de rester un «ciment de la nation» en pleine révolution digitale. L'ancien conseiller national (de 1999 à 2005) et ancien président du groupe PDC connaît le Palais fédéral comme sa poche. Il y a vécu d'homériques batailles – dont la perte

humiliante d'un siège au Conseil fédéral au profit de l'UDC – avant de devenir l'un des hommes forts du gouvernement valaisan. «Je suis un fervent défenseur du service public, pour lequel je m'engagerai avec passion», a-t-il déclaré.

Prudent, le nouveau président de la SSR n'a pas voulu prendre position sur les débats parlementaires à venir, se contentant de souhaiter un «dialogue constructif» avec le monde politique. Ce sera tout sauf une promenade de santé. Selon Jean-François Roth, la SSR a trois grands défis à relever: «Sur le plan numérique, elle doit d'abord devenir aussi bonne sur le Web qu'elle l'est sur ses chaînes linéaires. Elle doit ensuite maintenir la qualité de ses programmes malgré des moyens financiers plutôt en baisse, et enfin répondre aux attaques politiques de ceux qui veulent affaiblir le service public, ce qui risque de se faire au détriment des minorités du pays.» ■